


ÉTUDE DE CAS

NIGÉRIA 2017–2020 / CONFLIT

MOTS CLÉS: Coordination, Action en faveur de l'obtention de terrains, Gestion de site, Planification de site

CRISE	Conflit armé, Nord-Est du Nigéria	
PERSONNES DÉPLACÉES	Plus de 2.15 millions de personnes (décembre 2020*)	
LOGEMENTS ENDOMMAGÉS/ DÉTRUITS	Plus de 986,000 septembre 2017**	
PERSONNES AVEC BESOINS EN MATIÈRE D'ABRIS	2.5 millions de personnes*	
LIEU D'EXÉCUTION DU PROJET	Ville de Bama, zone d'administration locale de Bama, État de Borno	
PERSONNES AIDÉES PAR LE PROJET	7,717 ménages (soit environ 30 000 personnes) ont bénéficié d'une aide en matière d'abris Plus de 18,000 personnes ont bénéficié d'une centre de transit/d'accueil	
PRODUITS DU PROJET	5,896 abris d'urgence individuels 31 abris collectifs (560 ménages) 175 kits d'abri d'urgences 66 bâtiments remis en état (1,086 ménages). 2,531 abris consolidés 450 abris remplacés	
TAILLE DES ABRIS	Abris d'urgence: 16.2-19.8m² par ménage Abris collectifs: 9m² par ménage Bâtiments remis en état: 15.4m² par ménage en moyenne Kits d'abris d'urgence: 9m² par ménage	
DENSITÉ D'OCCUPATION DES ABRIS	Abris d'urgence: 3.8-4.7m² par personne Abris collectifs: 2.1m² par personne Bâtiments remis en état: 3.7m² par personne en moyenne Kits d'abris d'urgence: 2.1m² par personne	
DENSITÉ D'OCCUPATION DU SITE	Superficie du site: 932,600m² Densité globale d'occupation du site en déc 2017: 58m² par personne Densité globale d'occupation du site en déc 2020: 24m² par personne	
COÛT DIRECT	Abris d'urgence: 254 dollars É.-U. Abris collectifs: type 1: 318 dollars É.-U. par ménage, type 2: 134 par ménage Bâtiments remis en état: 318 dollars É.-U. par ménage en moyenne Kits d'abri d'urgence: 100 dollars É.-U. Consolidation des abris: 72 dollars É.-U. par ménage.	
COÛT DU PROJET	420 dollars É.-U. par ménage en moyenne	

RÉSUMÉ DU PROJET

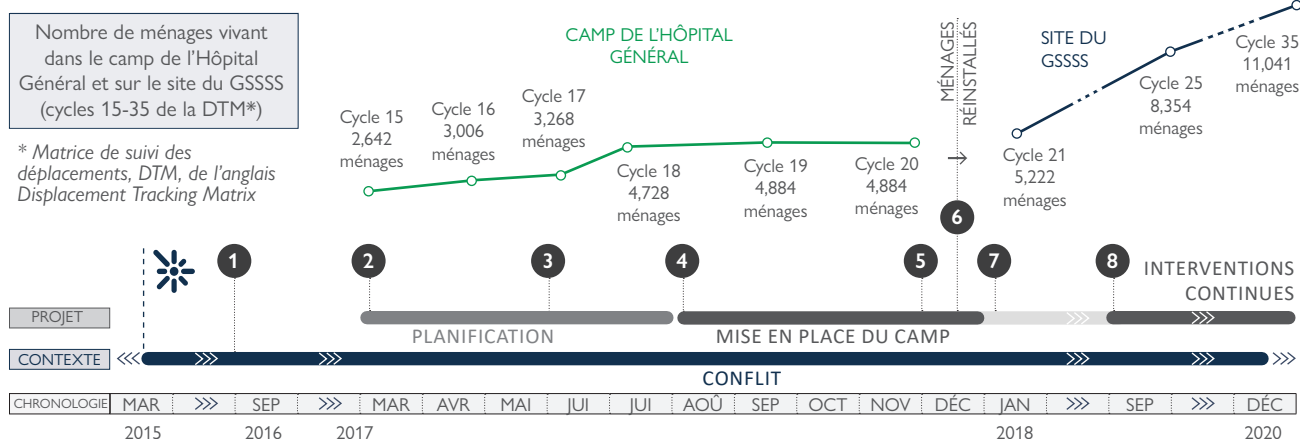
Le camp du Lycée Public Scientifique (GSSSS), à Bama, a été créé par les autorités et des partenaires humanitaires en vue d'héberger plus de 5,000 ménages après un afflux massif de personnes déplacées internes dans la ville de Bama. Malgré l'action menée en faveur de l'agrandissement du camp et de la création de sites supplémentaires, le camp initial est demeuré le seul à pouvoir accueillir dans des conditions sûres le flux ininterrompu de nouveaux arrivants.

À la fin de 2020, le camp abritait plus de 10,000 ménages. La présente étude de cas porte sur la planification et la mise en place du site et sur les interventions ultérieures en matière d'abris visant à apporter aux populations déplacées des solutions dignes dans un environnement où l'accès à la terre sécurisée est limité.

* Source: [Nigeria HRP 2020](#) and [DTM Round 35 Report](#)

** Source: <https://www.newsweek.com/cost-terrorism-boko-haram-nigeria-648854>

CHRONOLOGIE



Mars 2015: Les forces armées nigérianes reprennent le contrôle de Bama, qui était aux mains de groupes armés non étatiques. Des centaines de personnes déplacées internes sont emmenées au camp de l'Hôpital Général.

- Sep 2016:** Le Gouvernement de l'État de Borno entame la reconstruction de la ville de Bama.
- Mars-avril 2017:** Évaluation de nouveaux sites et sélection du site du GSSSS.
- Juin 2017:** Début de la construction d'abris, non coordonnée, sur le site du GSSSS.
- AOût-sep 2017:** Cartographie des infrastructures et planification du site du GSSSS.

5 Déc 2017: Achèvement de 5,000 abris d'urgence sur le site du GSSSS.

6 Mid-déc 2017: Réinstallation de toutes les familles hébergées à l'Hôpital Général dans le camp du GSSSS.

7 Jan 2018: Le nouveau camp du GSSSS est pleinement opérationnel, alors que certaines infrastructures du camp et installations WASH sont toujours en cours de construction.

8 Sep 2018: Début d'interventions supplémentaires en matière d'abris – construction d'abris collectifs, compartimentation de bâtiments remis en état, construction de nouveaux abris et distribution de kits d'abri d'urgence.

CONTEXTE

Pour de plus amples informations sur le contexte général, veuillez consulter l'étude de cas A.18 de la publication *Shelter Projects 2015-2016*.

Bama compte parmi les zones d'administration locale les plus durement touchées par le conflit au nord-est du Nigéria. Avant la crise, la ville de Bama, deuxième ville de l'État, comptait 250,000 habitants. Avant d'être reprise par les forces armées nigérianes en 2015, elle a subi les attaques répétées de groupes armés non étatiques, qui ont fini par s'en emparer. Un camp a rapidement été mis en place par l'armée afin d'héberger les personnes déplacées internes dans l'enceinte de l'Hôpital Général, les partenaires humanitaires ayant apporté une aide après que l'accès a été rendu possible en 2016. Comme de nombreux autres endroits dans le nord-est du Nigéria, Bama était entourée d'un périmètre de sécurité sous contrôle des forces armées nigérianes.

SITUATION À BAMA EN 2017

À la fin de 2016, le Gouvernement de l'État a annoncé son projet de reconstruction pour Bama – largement désertée à l'exception du camp de l'Hôpital Général – axé sur la réparation des logements, les infrastructures clés et la réouverture de la route principale vers Maiduguri, la capitale de l'État. Cette annonce a entraîné une hausse importante des arrivées dans la ville et une pression accrue

en faveur de la réouverture d'installations essentielles telles que l'hôpital. Dans la seconde partie de l'année 2017, les retours massifs de population à Bama ont engorgé le camp de l'Hôpital Général, qui au plus fort de son occupation, n'offrait qu'un espace de 10m² par personne.



Le camp de l'hôpital général a été fermé à la fin de 2017, et ses résidents réinstallés dans le nouveau camp du GSSSS.

© Jessica Mamo

PLAN D'INTERVENTION MULTISECTORIEL

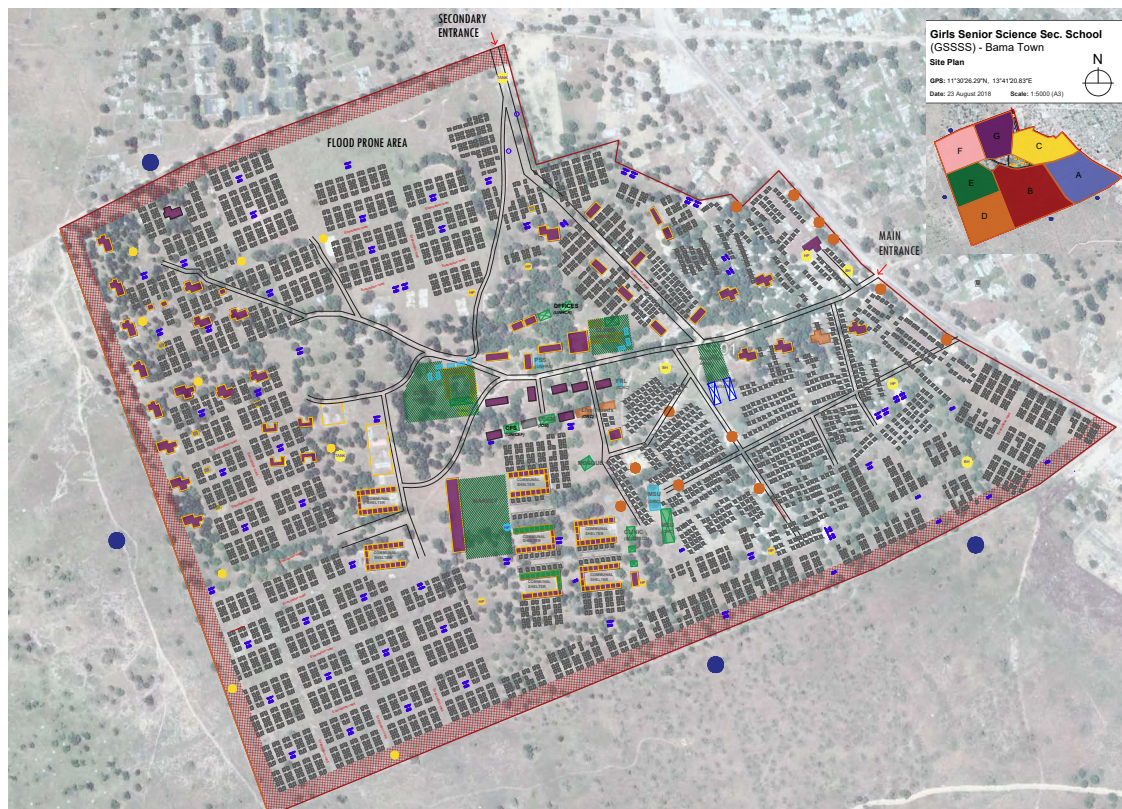
Depuis la fin de 2016, le groupe sectoriel conjoint des abris/ de la coordination et de la gestion des camps (CCCM), piloté par le Gouvernement avec l'appui de deux organisations internationales, surveillait attentivement les nouvelles arrivées, et menait des évaluations des besoins, des analyses des lacunes et des interventions dans les zones accessibles du nord-est du Nigéria. Compte tenu des projets de remise en état et de réouverture de l'Hôpital Général, le déménagement du camp était nécessaire. Par ailleurs, l'armée n'ayant pas les capacités nécessaires pour protéger deux sites, il a été décidé de trouver un grand site unique à même d'héberger l'ensemble de la population déplacée à Bama ainsi que les nouveaux arrivants prévus. La recherche de terrains et les évaluations de sites ont débuté en mars 2017: sur trois options, seul le terrain du Lycée Public Scientifique (GSSSS) a été jugé adapté. L'établissement était fermé depuis 2014 et, contrairement à d'autres écoles de Bama, ne faisait l'objet d'aucun projet immédiat de remise en état et de réouverture. À quelques exceptions près, tous les bâtiments du site étaient endommagés ou détruits. Le complexe ayant été utilisé par des groupes armés non étatiques pendant leur occupation, une recherche de munitions non explosées s'est avérée nécessaire.

PLANIFICATION DU SITE ET MISE EN PLACE DU NOUVEAU CAMP

À la mi-2017, alors qu'un plan d'intervention conjoint avait été élaboré et les engagements des partenaires définis, une organisation a commencé les travaux de construction

sur le site du GSSSS avant la date convenue de mise en œuvre dans le but de désengorger le camp de l'hôpital général. Cela s'est traduit par des difficultés, telles que la non optimisation de l'espace disponible et la construction d'abris et de latrines sur des zones inondables. Cependant, les partenaires en matière d'abris se sont rapidement réunis avec d'autres acteurs sous le groupe sectoriel des abris/CCCM et ont suivi un plan multisectoriel convenu à l'échelle de l'Equipe Humanitaire Pays, dans lequel étaient définis les rôles et les responsabilités ainsi qu'un plan de site unique. Ce dernier, qui prévoyait sept zones, était basé sur la cartographie des infrastructures existantes, essentiellement des bâtiments scolaires endommagés, et les près de 1,200 abris précédemment construits dans les zones A, B et C. Parmi les priorités de planification du site figuraient l'exploitation optimale de l'espace limité, la prise de mesures de réduction de la violence sexiste, le risque d'inondation, les considérations relatives à la sécurité incendie et l'intégration des nombreux arbres présents sur le site.

En octobre 2017, la configuration et la construction des abris ont débuté avec la mise en place progressive de 3,700 nouveaux abris assurée par les deux partenaires principaux en la matière. Une organisation a fait appel à plusieurs entrepreneurs privés, tandis que l'autre a recouru à un organisme public – principalement en raison de l'ampleur de l'opération et du calendrier de construction serré. Les travaux ont systématiquement été supervisés par le personnel technique des organisations d'exécution. Malgré quelques retards dans l'approvisionnement des matériaux, la capacité initiale prévue, correspondant à la population résidant à l'Hôpital Général, a été atteinte en l'espace de



Les partenaires se sont associés pour élaborer un plan de site unique visant une utilisation optimale de l'espace disponible limité.

deux mois environ. La mise en œuvre d'installations d'eau et sanitaires, ainsi que d'autres services, a également été lancée par divers partenaires humanitaires. Les engagements et l'avancée des travaux ont été coordonnés lors de réunions ad hoc et consignés au moyen de fréquentes mises à jour du plan du site, sous la houlette de l'un des partenaires en matière d'abris.

PROCESSUS DE RELOCALISATION

La stratégie sectorielle prévoyait initialement de mettre en place les installations essentielles (abris, blocs sanitaires et points d'eau), puis de commencer la réinstallation en janvier 2018 selon le plan convenu, mais l'afflux constant de nouveaux arrivants et les mauvaises conditions qui régnaient au camp de l'Hôpital Général ont incité les autorités à avancer la relocalisation à la mi-décembre 2017. Le processus de réinstallation a été réalisé en l'espace de deux semaines, principalement sous la supervision de l'armée, qui assurait également la sécurité entre l'ancien et le nouveau camp. Les partenaires humanitaires ont apporté une aide en matière de transport et ont facilité les processus d'accueil et d'attribution des abris. Les installations de base n'étaient donc pas toutes achevées lorsque les personnes ont commencé à s'installer dans le nouveau camp. Les installations sanitaires des zones E et F, en particulier, les plus éloignées de l'entrée, ont fait défaut pendant près de deux mois.

Préalablement à la réinstallation, le personnel de gestion du camp a mené des consultations et procédé à la cartographie des communautés dans le camp de l'hôpital général afin d'identifier les préoccupations des personnes déplacées internes liées à la relocalisation et, en particulier, de déterminer quels groupes souhaitent être relogés ensemble dans le nouveau camp. La relocalisation pilotée par les autorités ayant débuté plus tôt que prévu, le personnel de gestion du camp n'est arrivé qu'au bout de quelques jours et n'a dans un premier temps pas été en mesure de se conformer à la cartographie des communautés.



La construction d'abris et de latrines a débuté en octobre 2017, en prévision de la réinstallation prévue en janvier 2018 (par la suite avancée à la mi-décembre 2017).

Cependant, cette dernière a par la suite été appliquée autant que possible lors de l'attribution des abris.

Deux structures d'accueil ont été construites et associées aux services de gestion de l'accueil situés à côté de l'entrée du camp. Ceux-ci, rapidement dépassés par l'afflux permanent de nouveaux arrivants, n'ont plus été en mesure de s'occuper des personnes réinstallées dans des abris situés dans des zones plus éloignées. À l'issue de la première vague de réinstallations depuis l'ancien camp, la plupart des abris des zones A, B et C étaient occupés. Afin de faciliter les activités d'accueil, un deuxième point a été créé au sein du camp pour gérer les zones D, E et F. Les abris ont été attribués en fonction de la communauté d'origine, ainsi que de la taille et de la composition des ménages. Dans certains cas, en raison du nombre limité d'abris disponibles, un abri unique a pu être attribué à deux ménages de petite taille dirigés par une femme, si ceux-ci le souhaitent. Lors de l'enregistrement, l'équipe de gestion du camp a encouragé les nouveaux arrivants à faire le tour du camp pour repérer des parents ou des membres de leur communauté afin qu'ils puissent être réinstallés dans le même abri ou à proximité.

Durant la période de déménagement du camp de l'Hôpital Général vers celui du GSSSS, une réunion de coordination de la fermeture du camp a été organisée et le plan de mise hors service du site de l'hôpital général a été lancé aux fins de la future remise en état de l'hôpital.

AFFLUX CONTINU ET NOUVELLES INTERVENTIONS EN MATIÈRE D'ABRIS

Dans la seconde moitié de l'année 2018, un afflux important de personnes à Bama a conduit les partenaires en matière d'abris à unir leurs efforts pour augmenter la capacité du camp. En septembre 2018, environ 1,900 ménages étaient sans abri. Une organisation a construit 250 nouveaux abris, tandis qu'un autre partenaire a érigé 175 abris à l'aide de kits d'abri. Il a été difficile de trouver des terrains pour ces interventions, car l'espace disponible restant était



Les nombreux arbres présents sur le site ont été intégrés dans le plan du site.

majoritairement utilisé aux fins d'activités collectives et de loisir des habitants du camp. À l'issue de consultations avec la communauté et en l'absence d'autres solutions, il a tout de même été convenu de procéder aux travaux de construction.

L'espace disponible pour de nouveaux ouvrages s'épuisant rapidement alors que les capacités d'accueil de nouveaux arrivants demeuraient insuffisantes, les partenaires en matière d'abris ont décidé d'étudier d'autres options d'aide en matière d'abris, qui n'avaient encore été mises en œuvre dans le nord-est du Nigéria: la construction d'abris collectifs compartimentés, la construction d'abris collectifs compartimentés. À cet effet, il a été nécessaire de mener des consultations approfondies à l'échelle sectorielle et d'adapter les programmes après discussion avec les donateurs.

REMISE EN ÉTAT DE BÂTIMENTS

Le site du GSSSS comptait de nombreux bâtiments, principalement des salles de classe et des logements d'enseignants. La plupart n'avaient plus de toit, de porte et de fenêtre à la suite d'incendies et d'actes de vandalisme. Quelques-uns avaient été détruits, et seuls deux étaient en bon état. Une organisation a mené un inventaire complet de l'ensemble des bâtiments du camp et procédé à une estimation des travaux de remise en état requis – principalement la reconstruction des toits, la remise en état de certains murs endommagés, la pose de portes et de fenêtres, et la compartimentation à l'aide de bâches en plastique. En raison de contraintes budgétaires, la remise en état n'a concerné qu'une partie des bâtiments en 2018, puis a été étendue à d'autres ouvrages l'année suivante.

Dans un premier temps, l'approvisionnement de l'ensemble des matériaux et la conduite des travaux ont été confiés à des entrepreneurs. En 2019, une organisation a adopté une approche différente reposant sur la disponibilité d'un stock existant de kits d'abri d'urgence, qui ont été utilisés pour construire les toits, colmater les ouvertures et compartimenter 39 bâtiments supplémentaires. Des menuisiers de la communauté ont participé à toutes les étapes des travaux dans le cadre du dispositif «travail contre rémunération». Dans ce cas, les toits ont été réalisés en bâches en plastique au lieu de tôle ondulée, ce qui a réduit la durée de vie de l'intervention. La participation et la formation sur le tas de menuisiers du camp ont toutefois enrichi les compétences et créé des possibilités de revenus pour les personnes déplacées internes.

ABRIS COLLECTIFS

En raison du manque d'espace disponible pour la construction d'abris individuels, une organisation a supervisé la construction de 14 abris collectifs de 20 pièces de 3m x 3m dans les espaces disponibles au sein du camp. La mise en œuvre a été confiée à des entrepreneurs et ce modèle a été repris pour les installations d'accueil dans l'ensemble de l'État. Initialement conçus comme une solution temporaire, ces abris, en raison de l'afflux ininterrompu de nouveaux arrivants et de l'impossibilité d'obtenir des terrains



Des bâtiments existants sur le site ont été remis en état et compartimentés (à droite) en vue de fournir des abris supplémentaires dans le camp. Par ailleurs, des abris collectifs compartimentés (à gauche) ont été construits en raison du manque d'espace nécessaire pour accueillir des abris familiaux individuels.

supplémentaires, ont continué à tenir lieu de logements. Cette solution a dans un premier temps suscité un certain nombre de critiques portant sur le manque d'intimité et sur son caractère approprié sur le plan culturel, ce qui a conduit le groupe sectoriel à abandonner ce type d'intervention pour les abris pour le réserver aux installations d'accueil. Cependant, des discussions ultérieures avec le groupe sectoriel de la protection ont permis d'établir qu'il était préférable de loger les personnes déplacées internes dans des abris collectifs compartimentés plutôt que de les exposer aux intempéries.

En 2019, à la suite d'afflux massifs en divers endroits et à l'initiative d'une organisation, le groupe sectoriel a approuvé l'introduction d'un modèle d'abri collectif plus économique –comprenant 16 pièces et un toit en bâches en plastique–, qui a été mis en œuvre par des menuisiers de la communauté. Au camp du GSSSS de Bama, dix structures ont été construites sur des terrains disponibles en 2019, et cinq autres en 2020. Malgré des critiques initiales, les conclusions d'une enquête menée en 2019 ont montré que seuls de très rares ménages se sont plaints du manque d'intimité, tandis que 95% des participants se sont déclarés satisfaits de ce type d'abri, indiquant qu'il avait considérablement amélioré leurs conditions de vie.

MATÉRIAUX ET APPROVISIONNEMENT

Une étude préliminaire du marché local réalisée avant la mise en œuvre a mis en évidence l'absence de fournisseurs de matériaux de construction à Bama. Compte tenu du volume et du temps limité disponible pour la mise en place du camp, tous les matériaux ont été acquis à Maiduguri, la capitale de l'État, stockés dans l'entrepôt de l'Organisation et transportés à Bama par convois militaires. Si, au fil du temps, de petits fournisseurs ont émergé, ceux-ci n'étaient pas systématiquement présents en ville et ne disposaient pas de stocks suffisants eu égard à l'ampleur des travaux réalisés dans le camp.

LIENS AVEC LA RÉCUPÉRATION

Pendant longtemps, le camp du GSSSS a constitué la seule option de réinstallation sûre à Bama, car l'armée orientait tous les nouveaux arrivants vers le camp et n'était pas en mesure de protéger d'autres zones dans la communauté d'accueil. La plupart des efforts et des ressources des partenaires humanitaires ont été investis dans le camp, tandis que les autorités œuvraient au rétablissement des infrastructures et des habitations à l'extérieur du camp. Le camp du GSSSS a été créé dans l'idée de remettre en état les bâtiments existants afin que ceux-ci puissent être mis à la disposition de la communauté en bon état après la fermeture du camp.

Lors de la création du camp, il n'existait aucune communauté d'accueil proprement dite, car Bama était inhabitée, ce qui a restreint les possibilités, pour les partenaires en matière d'abris, d'apporter une aide à l'extérieur du camp et, partant, d'encourager le redressement. L'Organisation prévoyait par la suite de déployer davantage d'efforts à l'appui des personnes de retour et des communautés d'accueil – tout en continuant d'aider les nouveaux arrivants et les populations déplacées vivant dans le camp – et de solliciter des terrains supplémentaires en vue de désengorger le site.

PRINCIPALES DIFFICULTÉS

Mouvements non planifiés. En dépit du plan élaboré, le processus de déménagement de l'ancien camp vers le nouveau mené par les autorités a été précipité, ce qui

s'est traduit les premiers jours par des mouvements et des attributions d'abris exempts de coordination – une situation par la suite reprise en main avec l'aide des partenaires humanitaires. Cette réinstallation soudaine s'est également traduite par l'occupation de zones entières du camp avant l'achèvement de services de base tels que les installations sanitaires. Pendant plusieurs semaines, les personnes déplacées internes installées dans certaines zones du camp ont dû parcourir de longues distances pour utiliser des douches et des latrines dans des conditions dignes, tandis que beaucoup ont utilisé des bâtiments endommagés ou pratiqué la défécation en plein air.

Rareté et engorgement des terrains. À partir de 2018, de vastes efforts ont été déployés en vue de repérer et de solliciter des terrains supplémentaires à même de désengorger le camp du GSSSS. Trois parcelles de terrain public ont été évaluées et approuvées par les autorités étatiques et locales en 2018, mais pas par l'armée, qui ne possédait pas les capacités nécessaires pour assurer la protection de plusieurs sites. De nouvelles actions ont été conduites en 2019-2020 en vue d'agrandir le périmètre existant du site. Trois options ont été identifiées, mais en l'absence d'approbation des propriétaires fonciers et en raison d'exigences supplémentaires relatives aux installations militaires, aucune solution n'avait été retenue à la date de rédaction du présent document. Les partenaires en matière d'abris ont dû continuer de construire des abris supplémentaires dans les très rares espaces disponibles restants dans l'enceinte du camp, et ont souvent été contraints de réduire la largeur de routes importantes et d'empiéter sur des zones allouées à des activités communautaires.



© Jessica Mamo

Compte tenu de l'accroissement constant de la population dans le camp et des options limitées d'agrandissement du site, les niveaux d'engorgement du camp continuent d'augmenter.

Topographie et drainage. Le site du GSSSS présentait une topographie ondulée avec des élévations mineures et des zones plus basses, inondables. Le groupe sectoriel des abris/CCCM a conduit une évaluation du risque d'inondation, dont il a été tenu compte lors de l'établissement du plan du site en évitant les zones basses notoirement inondées. Cependant, une fois les abris construits et le site habité, les canaux d'évacuation naturels de l'eau ont été perturbés, ce qui a entraîné l'inondation de zones supplémentaires. Une évaluation approfondie du système de drainage a par la suite été mise au point, mais son coût total s'est avéré supérieur aux ressources disponibles des partenaires humanitaires et un intérêt limité des donateurs pour le financement d'activités de drainage a été identifié. En conséquence, seules quelques interventions de drainage ont été mises en œuvre, dans les zones les plus sévèrement touchées.

IMPACTS PLUS LARGES

Sur le plan des solutions en matière d'abris, Bama a fait office de site pilote pour la mise en œuvre de nouveaux types d'activités, par la suite transposés ou adoptés à plus grande échelle. Ainsi, l'opération de remise en état et de compartimentation de bâtiments existants a été reproduite dans d'autres zones d'administration locale par les mêmes organisations et par d'autres partenaires, et a été identifiée par le groupe sectoriel comme un type d'intervention à retenir en l'absence de terrain disponible pour la construction d'abris. Bien qu'ils aient dans un premier temps suscité des critiques, les abris collectifs ont également été mis en place pour la première fois à Bama, puis utilisés dans l'ensemble de l'État aux fins d'installations d'accueil des nouveaux arrivants.



© Jessica Mamo

La mobilisation de menuisiers issus des communautés présentes dans le camp a appuyé le développement des compétences et les possibilités de subsistance.

POINTS FORTS, POINTS FAIBLES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

POINTS FORTS

- √ **Rapidité et ampleur de la mise en place du camp.** Les partenaires en matière d'abris ont construit près de 4,000 abris en moins de trois mois, et ainsi considérablement amélioré les conditions de vie, en dépit de difficultés liées à la sécurité et à l'accessibilité.
- √ **Coordination et planification du site plurisectorielles.** La planification générale et la mise en place du camp ont été efficacement coordonnées au sein du groupe sectoriel des abris/CCCM et avec tous les groupes sectoriels et partenaires chargés de la mise en œuvre des services dans le camp. La désignation d'une organisation chef de file pour la planification et la mise en place du site et d'un groupe sectoriel chef de file pour la coordination des services a permis d'appliquer des normes minimales en matière de planification de site et de coordonner les engagements des partenaires dans le cadre d'un plan conjoint.
- √ **Flexibilité des solutions en matière d'abris.** L'afflux massif de nouveaux arrivants et la disponibilité limitée des terrains ont conduit les partenaires en matière d'abris à élaborer de nouvelles approches d'aide. En raison des contraintes du site, les partenaires ont construit des abris collectifs et remis en état des bâtiments existants.
- √ **Processus d'enregistrement et d'attribution des abris.** Malgré les difficultés rencontrées au début de la réinstallation, l'équipe de gestion du camp a été en mesure d'offrir des services d'accueil et d'enregistrement satisfaisants aux nouveaux arrivants. Les abris ont été attribués en fonction des communautés d'origine, le processus d'enregistrement et d'attribution ayant également permis de réunir des familles qui avaient été séparées.
- √ **Recours à des menuisiers issus des communautés.** En dépit de difficultés liées au paiement des travailleurs et à la rapidité de l'opération, le recours à des menuisiers déplacés internes a permis de renforcer les compétences et d'améliorer les possibilités de subsistance. La plupart d'entre eux ont continué de travailler dans le camp au sein des comités de maintenance du site.

POINTS FAIBLES

- × **Premières phases de la mise en place du camp.** Une organisation chargée des abris a commencé les travaux avant la date de mise en œuvre prévue dans le plan de site conjoint, sans pouvoir activement en assurer le suivi en raison de problèmes de sécurité momentanés. En conséquence, des abris ont été construits dans des zones inondables, ou trop près ou trop loin d'installations sanitaires, et l'utilisation de l'espace disponible n'a pas été maximisée.
- × **Participation limitée de la communauté à la planification des abris et du site.** En raison de la fenêtre de mise en œuvre limitée et de la pression en faveur de la réinstallation des personnes déplacées internes sur le nouveau site, la construction des abris et la planification du site ont dans un premier temps été largement menées sans que la population touchée soit consultée ou y participe. Par la suite, cette dernière y a été davantage associée.
- × **Aménagement lacunaire du site.** L'aménagement du site n'a pas été élevé au rang de priorité ni effectué en raison des ressources limitées disponibles à ce moment, à la suite de quoi plusieurs zones du camp ont été inondées, même après l'adoption du plan de site conjoint. En outre, le groupe sectoriel et la source de financement censés assurer l'activité (WASH, CCCM ou abris) n'étaient pas clairement définis du point de vue des donateurs.
- × **Prédominance des solutions d'urgence et articulations limitées avec le redressement.** En partie en raison de facteurs contextuels, les partenaires en matière d'abris ont déployé toutes leurs ressources à l'intérieur du camp, et majoritairement aux fins de solutions d'abri temporaires. Bien que cela ait été inévitable au début, davantage d'efforts auraient pu, au fil du temps, viser les personnes de retour et le redressement à l'extérieur du camp. Cependant, à la date de rédaction du présent document, les entrées et les sorties du camp étaient toujours soumises à un strict contrôle, de sorte que seul un petit nombre de personnes déplacées internes a été autorisé à vivre au sein de la communauté d'accueil.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- **Efforts en faveur de l'obtention de terrains.** Dans les premières phases de la recherche de terrains et de l'évaluation des sites, la plupart des options ont été écartées par les autorités en raison de divers facteurs critiques. Avec le recul, davantage d'efforts auraient pu être déployés à haut niveau interinstitutions afin de plaider sans relâche en faveur de l'obtention d'une parcelle plus importante en prévision des futurs afflux de personnes déplacées internes et à des fins d'adaptation à un contexte en constante évolution.
- Du point de vue d'un partenaire d'exécution, en matière de planification des abris et du site, le **CCCM modèle de coordination piloté par CCCM** adopté pour la planification et la mise en place du camp a été une réussite, et a été repris pour d'autres camps et réinstallations d'envergure dans l'État. Les visites de suivi et l'adaptation continues du plan du site ont également été essentielles pour suivre les avancées des travaux et en informer tous les partenaires et groupes sectoriels participants.
- **Le processus de cartographie des communautés** a permis d'identifier les différents groupes et de déterminer leurs attentes à l'égard du camp du GSSSS. S'il n'a pas été pleinement exploité au début du processus de réinstallation, avancé avant l'échéance prévue, il s'est tout de même avéré utile dans les phases ultérieures de la réinstallation, et cette méthode a été adoptée dans d'autres sites à la suite de ce projet.
- En dépit des ressources limitées, la communauté des donateurs devrait déployer davantage d'efforts en vue d'aider les partenaires de la gestion du camp et des abris à **assurer l'aménagement échelonné et à grande échelle du site avant la construction et l'attribution** des abris. L'aménagement du site constituait une étape obligatoire du processus de mise en place du site approuvé par les groupes sectoriels. À la suite de cette expérience, il a fait l'objet d'une mise en œuvre renforcée et de financements supplémentaires dans le cadre de l'établissement de camps plus récents.



Vue aérienne du camp du GSSSS durant sa mise en place. Le camp, situé en périphérie de la ville de Bama, a été créé en vue de réinstaller des personnes déplacées internes.